

**Pour l'asile en France des anciens
résistants chiliens
Ricardo Palma & Silvia Brzovic**



Rassemblement

Place de la République
Dimanche 20 mai 2018, à 16H00

 Station République



**Comité de soutien
Paris**

NON A L'EXTRADITION DE SILVIA ET DE RICARDO AU CHILI

Rappelons les faits : le Jeudi 15 février 2018, Ricardo Palma Salamanca a été arrêté à Paris à la demande du pouvoir social-démocrate chilien, pour l'extrader et le livrer à la justice chilienne. Ricardo Palma a été membre du Front Patriotique Manuel Rodriguez (FPMR) et pèsent contre lui des accusations en rapport avec l'exécution en avril 1991 par le FPMR de Jaime Guzmán, idéologue de la dictature civilo-militaire de Pinochet et fondateur du parti d'extrême droite UDI. Condamné à une double peine en 1992, Ricardo s'est évadé en 1996 par hélicoptère de la prison de haute sécurité de Santiago. Il vivait en France depuis 2017, où il est entré légalement. Après l'arrestation, la justice française a décidé de le mettre en liberté surveillée.

Une semaine après l'arrestation de Ricardo, le jeudi 22 février, sa compagne, Silvia Paulina Brzovic Pérez, s'est rendue aux autorités françaises après le mandat d'arrêt international émanant du Chili, où elle est accusée d'aider à l'enlèvement de Cristián Edwards, fils du propriétaire du torchon d'extrême droite *El Mercurio*, en septembre 1991. Silvia est en liberté surveillée et a demandé l'asile politique en France.

La mobilisation a pris de l'ampleur avec un rassemblement le 11 mars place du Parvis des droits de l'homme où des dizaines de personnes se sont solidarisés avec des camarades. Lors de la manifestation du 15 avril pour la défense du droit d'asile des soutiens pour Silvia et Ricardo ont défilé pour dénoncer les mesures répressives du pouvoir macronien. Le 22 mai la présentation de l'affaire va se dérouler au tribunal de Paris et c'est à cette occasion que le comité de soutien estime nécessaire d'organiser un nouveau rassemblement le 20 mai Place de la République à partir de 16h00.

Concluons en disant que la répression politique et policière qui s'abat en France contre le mouvement social est similaire à celle existante au Chili où le défilé du 1^{er} mai a été réprimé, où les communautés mapuches sont réprimées par ce pouvoir raciste et fasciste chilien.

